

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Union européenne & co. (hors France) > Crise catalane (UE) > **Premier bilan - Référendum interdit en Catalogne : le oui à l'indépendance (...)**

Premier bilan - Référendum interdit en Catalogne : le oui à l'indépendance l'emporte dans un climat de violences

lundi 2 octobre 2017, par [Le Monde.fr](http://LeMonde.fr) (Date de rédaction antérieure : 2 octobre 2017).

Le président de la Généralité a crié victoire, dimanche soir 1^{er} octobre, après le scrutin interdit sur l'indépendance de la Catalogne, marqué par des violences. Pour Madrid, « il n'y a pas eu de référendum d'autodétermination ».

Le gouvernement catalan avait promis d'aller au bout de son projet de référendum sur l'indépendance de la région, et il y est parvenu, dimanche 1^{er} octobre.

Selon Barcelone, le oui a gagné avec 90 % des voix. Quelque 2,26 millions de personnes ont participé au scrutin et 2,02 millions se sont exprimées en faveur de l'indépendance, a assuré le porte-parole du gouvernement catalan, Jordi Turull, dans la soirée. Ces chiffres représentent une participation de près de 42,3 %, la Catalogne comptant 5,34 millions d'électeurs.

De son côté, l'Etat espagnol avait promis de tout faire pour empêcher le référendum et c'est ce qu'il a fait. Le premier ministre, Mariano Rajoy, s'est félicité que le déploiement policier ait défendu l'Etat de droit en perturbant la tenue du scrutin. Le coût humain et médiatique de cette décision a été lourd : plus d'une centaine d'hommes et de femmes ont été blessés lors de chocs avec la police nationale.

Carles Puigdemont : la Catalogne a « gagné le droit d'avoir un Etat indépendant »

Le chef du gouvernement catalan, Carles Puigdemont, a dit en début de soirée qu'après ce référendum, la Catalogne avait « gagné le droit d'avoir un Etat indépendant ».

« En ce jour d'espoir et de souffrances, les citoyens catalans ont gagné le droit d'avoir un Etat indépendant sous la forme d'une République », a-t-il expliqué lors une allocution télévisée.

« Nous sommes des citoyens européens et nous souffrons d'atteintes à [nos] droits et libertés », a-t-il ajouté, en demandant à l'Union européenne (UE) « d'agir rapidement ».

« Mon gouvernement va, dans les jours qui viennent, transmettre les résultats du scrutin de ce jour au Parlement, garant de la souveraineté de notre peuple, afin qu'il puisse agir conformément à la loi référendaire », a-t-il ajouté. D'après ce texte, l'indépendance doit être proclamée unilatéralement si le oui l'emporte.

Jordi Turull avait, un peu plus tôt dans la journée, qualifié l'attitude des policiers « de honte internationale » pour l'Espagne. Plusieurs responsables politiques, comme le dirigeant de Podemos, Pablo Iglesias, et la maire de Barcelone, Ada Colau, ont demandé la démission de M. Rajoy. Selon le quotidien de Barcelone *La Vanguardia*, des mouvements indépendantistes et des syndicats catalans

ont lancé un appel à la grève générale pour le 3 octobre.

« Il n’y a pas eu de référendum », selon M. Rajoy

Le premier ministre espagnol avait déclaré un peu plus tôt dimanche soir que l’Etat de droit avait été respecté en empêchant le scrutin :

« La démocratie a prévalu parce que la Constitution a été respectée. »

M. Rajoy a pris la parole en début de soirée pour répéter que son gouvernement ne reconnaît pas la légitimité du scrutin et qu’il avait agi « avec fermeté et sérénité » et « dans le cadre de la loi (...). » « Les seuls responsables sont ceux qui n’ont pas respecté la loi », a-t-il dit, assurant « qu’une majorité de Catalans n’avait pas voté ».

Le premier ministre espagnol ne ferme « aucune porte au dialogue, dans le respect de la loi » et convoquera l’ensemble des partis au Congrès pour « réfléchir au futur ». Pour lui, « il n’y a pas eu de référendum d’autodétermination ».

Il a aussi remercié la police nationale et qualifié son action en Catalogne d’« équilibrée » malgré un nombre de blessés « regrettable ». Autorités catalanes et gouvernement espagnol se rejettent la faute des incidents qui ont marqué la journée.

Plus d’une centaine de blessés après des charges policières

Malgré l’ordre d’intervenir avec « délicatesse », des heurts violents ont eu lieu tout au long de la journée, notamment à Barcelone. Au moins 128 personnes ont été hospitalisées, dont deux en état grave, selon les autorités catalanes. L’une aurait été blessée par une balle en caoutchouc tirée par la police, dont l’usage est interdit en Catalogne depuis 2014. Au total, « 844 personnes ont été accueillies dans les hôpitaux et des centres de santé ».

L’Etat avait envoyé 10 000 policiers et gardes civils dans la région pour fermer les bureaux de vote et saisir le matériel électoral. Les forces de l’ordre ont parfois violemment chargé les occupants et a, par endroits, tiré des balles en caoutchouc contre la foule. Des vidéos montrant des hommes et des femmes, parfois des personnes âgées, violentés lors des évacuations ont été diffusées en ligne.

Des incidents ont aussi opposé la police nationale à des pompiers catalans ou à la police locale, les Mossos d’Esquadra, ont été filmés.

A Madrid, la numéro deux du gouvernement espagnol, Soraya Saenz de Santamaria, a défendu la police nationale, qui a agi avec « fermeté et équilibre ». Le ministère de l’intérieur a fait état de 34 policiers blessés, de voitures caillassées et il a diffusé des vidéos montrant des jets de projectiles.

Un vote perturbé et des mesures pour contourner l’interdiction

Le scrutin se tenait dans toutes sortes d’endroits plus ou moins accessibles, qui fermaient pour la plupart à 20 heures : des établissements scolaires, des couvents, des centres de santé, des maisons de retraite, des musées... Selon le gouvernement catalan, 73 % des 2 300 bureaux étaient ouverts à midi. Madrid dit en avoir fermé au moins 336.

Barcelone a dit s’appuyer sur un « recensement universel » : tous les citoyens catalans ont pu voter dans n’importe quel bureau, et non pas seulement dans celui dans lequel ils étaient inscrits.

En attendant les résultats, des dizaines de milliers de Barcelonnais se sont rassemblés sur les principales places de la ville.

Le FC Barcelone

Faute d'obtenir, dimanche, le report de son match de championnat, le FC Barcelone, indigné par les heurts, a joué et gagné (3-0) à huis clos contre son adversaire du jour, le club de Las Palmas de Gran Canaria. Donc sans ses milliers de spectateurs, massés en vain devant les grilles du Camp Nou.

L'incertitude sur le sort réservé à cette rencontre de la 7^e journée de Liga a persisté jusqu'à 25 minutes avant le coup d'envoi. Le Barça, étendard de l'identité catalane, a finalement opté pour une voie médiane entre le maintien du match et son annulation unilatérale, qui aurait entraîné des sanctions sportives.

Le Monde.fr avec AFP et Reuters

P.-S.

* Le Monde.fr | 01.10.2017 à 06h16 • Mis à jour le 02.10.2017 à 06h11 :

http://www.lemonde.fr/europe/article/2017/10/01/catalogne-des-centaines-de-personnes-se-massent-pacifiquement-devant-les-bureaux-de-vote_5194225_3214.html